

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

29 janvier 2012

Projet présidentiel de F. Hollande : redresser la France dans la justice

En présentant « 60 engagements pour la France », F. Hollande dit précisément et fortement aux Français son ambition pour le quinquennat qui vient.

1 – Porté par notre candidat, le projet est le fruit d'un travail collectif

Le projet porte avant tout la marque de F. Hollande. Les *pactes* qu'il a déclinés depuis 2009 (productif et écologique, éducatif, fiscal, démocratique, européen) en sont les piliers. Les principales *propositions* qu'il a imposées dans le débat public (contrat de génération, recrutements dans l'éducation, mobilisation de l'épargne pour redresser le pays, reconnaissance de la démocratie sociale dans la Constitution) y sont centrales. Sa *priorité* (la jeunesse) en est le fil continu : « *On nous dit que nos enfants auront une vie moins facile que leurs parents. Je veux redonner confiance dans l'avenir, et d'abord pour notre jeunesse* ».

Le texte s'inspire du projet socialiste. De son *diagnostic* : le risque du déclassement pour de nombreux Français et la menace du déclin pour le pays. De son *ambition* : redresser le pays et rassembler les citoyens dans la justice. De beaucoup de ses *propositions*. Bien sûr, des adaptations ont été nécessaires car la crise s'est aggravée depuis l'adoption du projet socialiste au printemps 2011. Des choix ont été faits et une hiérarchisation opérée, grâce à l'apport de la « Mission première année » sur les premières décisions du quinquennat. Autre apport : les propositions des Radicaux.

Le projet prend en compte l'enrichissement des primaires citoyennes. Parce qu'elles avaient été un formidable moment de débat démocratique, elles avaient séduit des millions de Français. La contribution des différents candidats est visible dans le texte rédigé par F. Hollande.

Le projet est en résonance avec la société et le monde qui nous entoure. Chaque jour, F. Hollande est à la rencontre des Français. Ces dernières semaines, il a longuement échangé avec les *acteurs de la société* : organisations syndicales, associations (notamment environnementales), monde de la culture. Ces derniers mois, il s'est rendu à Berlin, Rome et Madrid pour rencontrer *nos homologues socialistes et sociaux-démocrates*. Ces rencontres ont enrichi le projet présidentiel pour 2012.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

2 – La lucidité face à la gravité de la crise et la responsabilité de la droite

Jaurès le disait : il faut « *aller à l'idéal et comprendre le réel* ». Comprendre le réel, c'est comprendre la crise, son ampleur et ses causes, ainsi que l'état du pays et la responsabilité de ceux qui le conduisent depuis dix ans.

Le monde de la finance n'a pas été maîtrisé : l'investissement a été peu à peu abandonné au profit de l'exigence de **rentabilité immédiate**, les prises de **risque spéculatif** ont empêché le développement de l'activité et de l'emploi, les **banques** elles-mêmes ont été ébranlées par leurs propres dérives, privant ainsi les entreprises et les ménages des ressources pour innover et consommer. Ces dérèglements ont conduit les économies occidentales et notamment l'Europe dans le mur. Pourtant, la droite nie l'évidence : pour F. Baroin, ministre de l'Economie, lutter contre la spéculation financière, « *c'est aussi idiot que dire je suis contre la pluie* »...

L'Europe, hélas, n'a pas été au rendez-vous. Là où elle aurait dû apporter de la solidarité et de la stabilité, elle a réagi **trop tard et trop peu** : la situation de la Grèce n'est toujours pas réglée, le fonds de stabilité financière peine à être doté et transformé, la BCE soutient les banques mais pas les Etats. A ne penser qu'à la concurrence, la Commission européenne a oublié la croissance. Quand les chefs d'Etat et de gouvernement auraient dû soutenir l'emploi et investir dans l'avenir, ils ont engagé des **politiques d'austérité** qui aggravent la crise.

Il y a la responsabilité accablante du pouvoir sortant. Fin 2011, le **déficit budgétaire** atteignait plus de 90 Mds€. En cinq ans, la **dette publique** est passée de 64% à près de 90% du PIB. Les **prélèvements obligatoires** – que le candidat UMP promis de diminuer de 4 points – sont passés de 43,4% à 44,8%, soit 28 milliards d'euros d'impôts supplémentaires. Le niveau des **dépenses publiques** a progressé jusqu'à 56% de la richesse nationale, contre 52% en 2007.

Mais pour nos concitoyens, la crise est d'abord sociale. Toutes catégories confondues (A,B,C), notre pays compte 4,2 millions de **chômeurs**. Le pouvoir d'achat s'est dégradé sous l'effet de la stagnation des salaires et des amputations fiscales, dont les **deux plans de rigueur Sarkozy-Fillon** qui représentent une ponction de 16 Mds€ en 2012. La hausse des **mutuelles** pèse sur le pouvoir d'achat des classes moyennes et des ménages modestes (2,2 Mds€). A cause de la **non-revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu**, 200 000 foyers supplémentaires y seront assujettis cette année (1,8 Md€). La **hausse du taux réduit de TVA** de 5,5% à 7% pèsera d'abord sur les salariés et les retraités qui subiront bientôt la hausse généralisée de la TVA décidée par Sarkozy.

A cause des politiques d'austérité, la France est entrée en récession. La **croissance**, dont le Gouvernement annonçait qu'elle serait de 2%, ne dépassera pas 0,5%. Notre compétitivité s'érode. En témoigne le déficit du commerce extérieur, qui atteint 75 Mds€ d'euros quand

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

l'Allemagne enregistre un excédent de plus de 150 Mds€ et que la France était à l'équilibre en 2002.

Enfin, la crise est morale. *Rémunérations extravagantes* et bonus des dirigeants, managers et traders de la finance. *Confusion des genres* entre sphère publique et intérêts privés. *Nominations* de convenance et non de compétences. Indépendance de la *justice* entravée. *Insécurité* et trafics. *Démocratie* étouffée : partenaires sociaux méprisés, Parlement ignoré, élus locaux stigmatisés.

3 – La volonté face aux défis du redressement de la France

Parce que la crise est profonde et que la facture de la gestion UMP sera lourde, le quinquennat s'ouvrira dans la difficulté. Pourtant, pas question de se résigner ! C'est ce qu'a rappelé F. Hollande le 26 janvier : « *Beaucoup pourraient se décourager, se résigner, s'abandonner. D'autres pourraient utiliser la peur, en laissant penser qu'il faudrait attendre encore, faire supporter aux Français de nouveaux plans d'austérité. Je pense qu'il faut au contraire porter un effort de volonté et de justice* ». Il n'y a pas qu'une seule politique possible, et surtout pas celle qui a échoué.

La volonté, c'est d'abord maîtriser la finance. Contre les dérives de l'économie-casino, F. Hollande propose des mesures de protection, de prévention et de responsabilisation. Protection des épargnants et de l'accès au crédit pour les entreprises et les particuliers grâce à la *séparation des activités de financement de l'économie des banques et de leurs activités spéculatives* : les établissements français qui s'engageront dans des aventures financières incertaines le feront avec leur fonds propres, pas avec l'argent des Français. Prévention de nouvelles crises grâce à la *suppression des produits financiers toxiques* sans rapport avec l'économie réelle et à l'*interdiction de tout lien entre les banques françaises et les paradis fiscaux*. Responsabilisation des acteurs financiers, enfin, avec une véritable *taxe sur l'ensemble des transactions financières*.

La volonté, c'est redresser la production française pour faire repartir la croissance et faire la course en tête dans la mondialisation. Nos entreprises industrielles et d'abord nos PME souffrent de trois déficits : d'accompagnement, de financement, d'innovation. Les propositions de F. Hollande y répondent. Une *Banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux* (BPI) sera créée. Regroupant l'ensemble des outils existants (Caisse des Dépôts, FSI, Oséo, emprunt d'avenir, fonds régionaux de capital investissements...), la BPI constituera une force de frappe capable – par des prises de participation, des prêts directs, des subventions – de financer les projets des PME pour qu'elles grandissent, innovent, exportent, mais aussi de soutenir nos filières d'avenir, ainsi que la conversion écologique de notre outil productif. Accompagner nos entreprises, c'est aussi leur permettre de s'affirmer dans la mondialisation.

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

C'est pourquoi F. Hollande propose d'*adapter notre système fiscal au degré d'exposition à la concurrence internationale* : les financements et les allègements fiscaux seront modulés pour favoriser les entreprises qui investissent sur notre territoire, y localisent leurs activités et sont offensives à l'exportation. A travers *un contrat de relocalisation*, les aides publiques seront ciblées pour les entreprises qui inscrivent leur activité en France et retirées à celles qui délocalisent. Un *livret épargne-industrie* sera créé grâce au doublement du plafond du livret de développement durable : la collecte sera entièrement affectée au financement des entreprises, et notamment des entreprises innovantes. F. Hollande veut *supprimer l'écart injustifié entre l'imposition des PME et celle des grands groupes* : trois taux d'impôts sur les sociétés seront créés, 35% pour les grandes entreprises, 30% pour les entreprises de taille intermédiaires, 15% pour les PME. Enfin, parce que la compétitivité se joue d'abord sur le terrain de l'innovation et de la recherche, le *Crédit Impôt Recherche sera réorienté vers les PME et les entreprises exposées à la concurrence internationale*. La France investira dans les nouvelles technologies et *l'économie numérique* : avec les collectivités locales et les opérateurs, l'Etat organisera la couverture intégrale du pays en très haut débit d'ici dix ans. La production, c'est aussi *l'ambition agricole* : soutien à nos agriculteurs dans le cadre de la PAC révisée, nouveau modèle de production et de l'agriculture biologique, protection de notre économie maritime et développement des énergies marines renouvelables.

La volonté, c'est réorienter la construction européenne. En *renégociant le traité* issu de l'accord du 9 décembre 2011 pour qu'il tienne compte de la croissance et de l'emploi. En *mobilisant la BCE* à cet effet et en créant des euro-obligations. En défendant un budget communautaire 2014-2020 au service des grands projets d'avenir. En proposant une *nouvelle politique commerciale* pour faire respecter les normes sociales et environnementales dans les échanges, mais aussi en établissant une contribution climat-énergie aux frontières de l'UE. En proposant un *nouveau traité d'amitié dans l'égalité France-Allemagne*, 50 ans après le traité de l'Élysée De Gaulle-Adenauer.

La volonté du redressement, c'est faire de la France la nation de l'excellence environnementale et énergétique. F. Hollande veut préserver l'indépendance énergétique tout en diversifiant nos sources d'énergie. La *part du nucléaire dans la production d'électricité passera de 75% à 50% à l'horizon 2025*, la sûreté de nos installations sera garantie, la modernisation de notre industrie nucléaire poursuivie. La *centrale de Fessenheim* sera fermée et le *chantier de l'EPR* à Flamanville achevé. En même temps, la puissance publique développera massivement *les énergies renouvelables et leurs filières industrielles*. Les engagements internationaux de la France en matière de *réduction des émissions de gaz à effet de serre* seront respectés.

La volonté de donner priorité à la jeunesse de l'école à l'accès à l'emploi. Après un quinquennat de casse de l'Education nationale, F. Hollande créera *60 000 postes supplémentaires d'enseignement et d'encadrement en 5 ans* dans le cadre d'une stabilité

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

globale des effectifs de la fonction publique d'Etat (prioritairement affectés aux écoles maternelles et primaires car c'est là que se forme l'échec scolaire). Coordonnée avec des réformes de structures, sur les *rythmes*, l'*école du socle* ou la *formation des enseignants*, cette politique se donne un objectif : réduire de moitié le taux d'échec scolaire d'ici la fin du mandat. Les filières d'*enseignement professionnel et technologique* seront revalorisées. Les *premiers cycles universitaires* seront réformés. Une *allocation d'autonomie sous conditions de ressources* sera progressivement mise en place pour la réussite des étudiants à l'université ou en formation professionnelle. Miser sur la jeunesse, c'est aussi tout faire pour lui garantir l'accès à un emploi durable. Le *contrat de générations* permettra à l'entreprise d'embaucher en CDI un jeune qui sera accompagné par un salarié plus expérimenté, ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite (es entreprises qui feront ce choix seront exonérées de cotisations sociales sur ces deux emplois). *150 000 emplois d'avenir*, ciblés sur les quartiers où le chômage est le plus fort, viendront compléter l'arsenal en faveur de l'emploi des jeunes. Tout *jeune descolarisé de 16 à 18 ans* se verra proposer une solution de formation, d'apprentissage ou un service civique.

La volonté de permettre à chaque Français de se loger. Pour combattre la pénurie de logements, F. Hollande fait trois propositions fortes. Grâce au *doublé du plafond livret A*, 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants seront construits. La puissance publique doit donner l'impulsion : *les terrains disponibles possédés par l'Etat seront mis gratuitement à disposition des collectivités locales* contre l'engagement de construire dans les 5 ans. La *loi de solidarité urbaine SRU sera renforcée* : l'obligation de construire des logements sociaux sera relevée (de 20 à 25%) et les pénalités multipliées par 5 pour les communes qui y dérogent.

La volonté de redresser le pays et de préparer l'avenir, c'est soutenir la culture et la création artistique. Un *plan national d'éducation artistique* sera lancé. Une loi d'orientation sur le spectacle vivant sera proposée au Parlement. Le taux de TVA pour le livre et la billetterie sera rétabli à 5,5%. La loi *Hadopi* sera remplacée par une grande loi signant l'acte II de l'exception culturelle française afin de concilier la défense des droits des créateurs et l'accès facilité et sécurisé aux oeuvres pour les internautes. Ce soutien à la création et à la diffusion – levier du redressement économique de la France – sera rendu possible par l'action concertée de l'Etat et des collectivités locales.

La volonté de défendre les principes républicains et de rétablir la morale publique. F. Hollande veut une République exemplaire : exemplaire au sommet de l'Etat (*diminution de 30% de l'indemnité du Président de la République et des ministres*) autant que sur le terrain (*la durée d'inéligibilité des élus condamnés pour faits de corruption sera de dix ans*). Renouer avec la République exemplaire, c'est aussi garantir l'*indépendance des nominations aux hautes fonctions publiques* notamment dans la justice et dans l'audiovisuel public. La République exemplaire, c'est aussi la République laïque : *le titre Ier de la loi 1905 sera*

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

inscrit dans la Constitution, avec la prise en compte des singularités issues de l'Histoire, notamment pour l'Alsace-Moselle. Retrouver l'esprit de la République, c'est *interdire les interventions du Gouvernement dans les dossiers individuels*. C'est ne tolérer aucune violence grâce à la *mise en place de zones de sécurité prioritaires*, à une *police des quartiers* présente au quotidien auprès des Français, à la création chaque année de *1 000 postes de policiers, gendarmes, et personnels pour la justice*, au doublement des centres éducatifs fermés pour les mineurs condamnés par la justice.

4 – La justice au coeur du projet pour la France

Les Français savent que des efforts sont nécessaires, ils refusent qu'ils soient inégalement répartis.

La justice sera au coeur de la grande réforme fiscale. Les cadeaux accordés aux clientèles UMP depuis 10 ans seront supprimés : *l'impôt sur la fortune*, qui concerne 1% des contribuables, se verra ramener à son niveau de 2007 et le plafond des *niches fiscales* sera abaissé à 10 000 € (ce seuil deviendra la réduction maximale à laquelle chaque ménage pourra prétendre, contre 1800 € auparavant). La justice fiscale, c'est faire contribuer davantage ceux qui en ont les moyens. Une *tranche exceptionnelle d'impôt sur le revenu* à 45% sera créée pour les revenus supérieurs à 150 000 euros par an et par part (0,5% des Français). Les revenus du travail et du capital seront soumis au même barème. Ces mesures précéderont le *rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG* pour une meilleure progressivité de l'impôt afin d'alléger la charge sur ménages populaires et les classes moyennes. Cette avancée impliquera une *modulation du quotient familial pour le rendre plus juste* : tous les ménages qui gagnent moins de six SMIC ne verront aucun avantage fiscal remis en cause, ceux qui dépassent ce plafond devront contribuer davantage. Les recettes engrangées par cette réforme seront mobilisés pour financer *la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire de 25 %* pour les 3 millions de ménages modestes, qui n'ont aucun avantage lié au quotient familial puisqu'ils ne sont pas imposés. La justice fiscale prévaudra aussi pour les entreprises : les niches fiscales et sociales injustes ou inefficaces dont elle bénéficient comme la *défiscalisation des heures supplémentaires* seront supprimés.

La justice protégera le pouvoir d'achat en maîtrisant les loyers et en faisant baisser la facture chauffage. Pour stopper l'envolée des prix immobiliers, une loi sera votée pour *encadrer les loyers* lors de la première location ou à la relocation dans les zones où les prix sont excessifs. Pour réduire la facture chauffage tout en relançant l'activité dans le secteur du bâtiment, un *grand programme de réhabilitation et d'isolation thermiques des logements* sera engagé : 600 000 logements par an seront ainsi rénovés. Enfin, F. Hollande considère que l'accès de tous aux énergies essentielles est un droit : il instaurera un *tarif progressif sur la*

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

consommation du gaz, de l'eau et de l'électricité qui permettra de faire sortir 8 millions de Français de la précarité énergétique.

La justice doit aussi prévaloir au travail. Les cotisations chômage seront augmentées sur les entreprises qui abusent des *emplois précaires*. Une *notation sociale* obligera les entreprises de plus de 500 salariés à faire respecter les critères de qualité de l'emploi et de conditions de travail. L'*égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes* sera défendue : une loi sanctionnera les entreprises qui ne respectent pas cette règle, notamment par la suppression des exonérations de cotisations sociales. En concertation avec les partenaires sociaux, la *sécurisation des parcours professionnels* sera engagée pour que chaque salarié puisse se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi et accéder à la formation professionnelle.

La justice, c'est permettre à ceux qui ont commencé à travailler tôt de pouvoir partir à la retraite à 60 ans. F. Hollande rétablira *ce droit dès 2012 pour les personnes qui auront cotisé la totalité de leurs annuités*. Dès l'été, une *négociation* avec les partenaires sociaux sera engagée et abordera les enjeux d'une réforme juste et durable des retraites (âge légal de départ, pénibilité, montant des pensions, financement).

Une société plus juste, c'est aussi remettre la santé et l'hôpital au coeur de l'action publique. La *tarification* sera réformée. Pour lutter contre les déserts médicaux, les *pôles de santé et de proximité* seront créés dans chaque territoire avec une meilleure répartition des médecins. Partout, les *soins d'urgences* seront effectivement accessibles dans un délai maximal d'une demi-heure. L'accès aux soins de tous les Français sera garanti, notamment grâce à l'*encadrement des dépassements d'honoraires*.

Enfin, la justice, c'est la lutte contre les discriminations et l'ouverture de nouveaux droits : volet *handicap* dans chaque loi ; statut du bénévole pour les *associations*, notamment de jeunesse et sportives ; *droit au mariage et à l'adoption* pour tous les couples ; *droit de vote aux élections locales pour les étrangers* résidant sur le territoire national depuis cinq ans ; procédure respectueuse des citoyens lors des *contrôles d'identité* ; lutte permanente contre le *racisme* et l'antisémitisme.

5 – La clarté dans les engagements financiers

Au Bourget, F. Hollande a dit son exigence de vérité : «*Pierre Mendès France disait que "la vérité doit forcément guider nos pas". Je vous dois donc la vérité. Je connais les contraintes financières, l'ampleur de nos déficits, la gravité de notre dette, la faiblesse de la croissance en 2012, la lourdeur de l'héritage qui nous sera légué. Je ne promettrai donc que ce que je suis capable de tenir.*» Le financement de nos propositions est précisé, le rythme du quinquennat clairement donné.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Un projet clair avec des propositions hiérarchisées. F. Hollande a présenté le *calendrier de l'action*. *Aux premiers moments du quinquennat, il faudra répondre aux urgences* : urgence européenne avec un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance pour l'Europe présenté dès mai 2012 ; urgence pour les jeunes avec le lancement immédiat du contrat de génération et l'annulation des suppressions de postes prévus pour la rentrée 2013 ; urgence pour les seniors qui ont commencé à travailler tôt et qui ont leurs annuités. *Dès les premiers mois seront lancées les réformes structurelles* : réforme fiscale et bancaire, nouvelle étape de la décentralisation, Banque publique d'investissement, réforme éducative. Le *second temps du quinquennat*, quand le pays aura été redressé et la croissance relancée, permettra de redistribuer ce qui aura été créé, de répartir ce qui aura été produit.

Un projet clair car adossé à un plan de financement crédible. Pour rétablir les comptes publics, F. Hollande s'est fixé deux objectifs : *respecter les 3% de déficit en 2013 et revenir à l'équilibre budgétaire en 2017*. Pour les atteindre, il a présenté une stratégie cohérente :

- *Les hypothèses de croissance sont réalistes* : 0,5% en 2012, 1,7% en 2013, 2% à partir de 2014.
- *La part des dépenses publiques dans la production nationale sera réduite pour atteindre 54 % en 2017* en faisant en sorte qu'elle ne puisse progresser que de 1% par an pour l'ensemble des administrations.
- *Le niveau d'augmentation des prélèvements obligatoires est le même que celui de la majorité sortante*. La grande différence, c'est qu'avec la gauche, cet effort sera assuré par les contribuables les plus fortunés, riches particuliers et grandes entreprises, non par tout les Français.
- *Sur les 29 Mds€ nécessaires pour respecter les engagements de la France, 11,8 Mds€* seront trouvés en faisant contribuer les plus hautes rémunérations et en revenant sur la défiscalisation des heures supplémentaires, sauf pour les petites entreprises. Les *17,3 Mds€* restants seront prélevés sur les entreprises et les institutions financières.

Un projet clair avec des propositions financées à l'euro près. Les mesures nouvelles proposées par F. Hollande représente un montant total de *20 Mds€ à l'horizon 2017*. Elles seront financées *par des réductions de dépenses ou des financements spécifiques*. Par exemple, les 5 Mds€ engagés pour permettre aux PME de grandir et d'exporter seront compensés par la remise en cause d'avantages fiscaux pour les grands groupes ou le secteur financier. De la même manière, les 5 Mds€ prévus pour l'emploi des jeunes seront notamment financés par la fin des subventions aux heures supplémentaires, sauf pour les TPE. La retour à 60 ans pour ceux qui ont atteints leur durée de cotisation coûtera 1 Md€ la première année et 5 Mds€ fin 2017 : elle sera financée par un relèvement de cotisation patronale et salariale de 0,1% par an. La méthode de F. Hollande est à la fois crédible et cohérente : toute nouvelle dépense sera compensée par une économie.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

Lucidité de comprendre que la crise exige un changement profond.

Volonté de retrouver la croissance et de réindustrialiser la France, de stopper l'escalade du chômage et de la précarité, de faire redémarrer le progrès par l'école et la promesse républicaine.

Justice dans les efforts, pour le pouvoir d'achat, entre les femmes et les hommes, pour tous les Français sans discrimination

Clarté des objectifs, du calendrier, du financement.

Avec F. Hollande, nous portons un projet de changement et un projet d'espoir. Un projet qui renoue avec le rêve français.